



Abu Shkhedem

dispensaire rural en Palestine



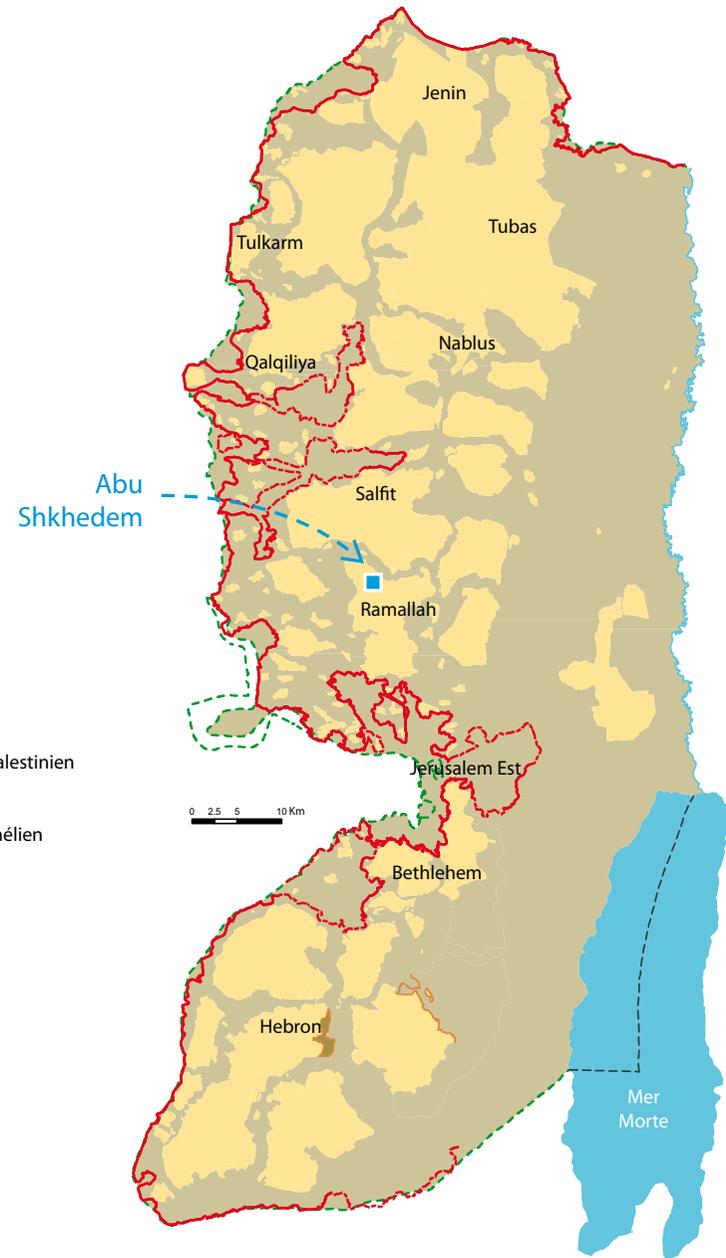
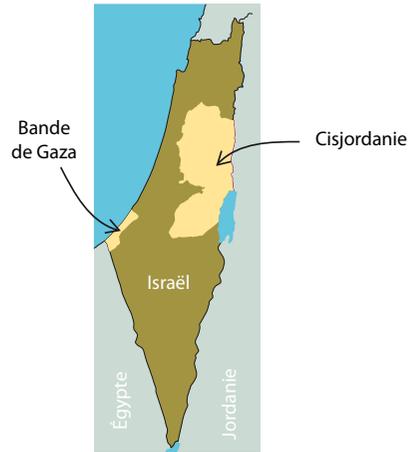
Une action de soutien et de solidarité de l'Association France Palestine Solidarité Alès-Cévennes

Dossier de présentation

Mai 2011



AFPS Alès-Cévennes
Rue J. Bernard 30140 Mialet
afpscevennes@yahoo.fr 07 60 70 76 44



Note : tous les territoires palestiniens sont des territoires occupés

- Territoire palestinien théoriquement sous contrôle palestinien
- Territoire palestinien sous contrôle civil et militaire israélien
- Ligne verte (frontières de 1967)
- Mur
- Mur en projet ou en construction

Action solidaire avec le dispensaire d'Abu Shkhedem

Un projet de santé

L'association France-Palestine Solidarité (AFPS) Alès-Cévennes s'est engagée dans une action de soutien et de solidarité avec un petit dispensaire de Cisjordanie occupée qui lance un SOS pour pouvoir survivre.



Photo: Anne Paq / activestills.org

*Toute personne a droit
à un niveau de vie suffisant
pour assurer sa santé,
son bien-être et ceux
de sa famille, notamment
pour l'alimentation,
l'habillement, le logement,
les soins médicaux
ainsi que pour les services
sociaux nécessaires*

**Déclaration universelle
des droits de l'homme, article 25**



*Vue générale d'Abu Shkhedem, Photo: Anne Paq / activistills.org
le dispensaire, l'équipe médicale et administrative de la clinique,*

Présentation du dispensaire

Situation

Abu Shkhedem se trouve à côté de Bir Zeit, près de Ramallah, à l'écart de la route principale. C'est une zone enclavée, isolée des villes plus importantes par des barrages et /ou check-points, soumise aux incursions de l'armée israélienne (plus rares actuellement), dans laquelle les habitants ont peine à se déplacer. C'est une région particulièrement déshéritée.

Population & fréquentation

Le dispensaire a été créé en 2003 pour desservir Abu Shkhedem ainsi que 5 autres villages proches : Kobar, Mazra'a Al Qiblya, Abu Qash, Buhram, Birzeit, soit une population totale d'environ 17.000 habitants. Il s'est ensuite agrandi grâce à des dons privés de personnes liées à l'AFPS.

Ouvert tous les jours de 15h à 22h et parfois au-delà, il accueille plusieurs centaines de personnes par mois en consultation, surtout des enfants (campagnes de vaccination infantile), des personnes âgées (qui se déplacent moins facilement), des femmes, des hommes accidentés du travail (manque de protection : tracteurs, bâtiment...).

Nature de la structure

C'est une fondation, créée par des élus municipaux. Elle est dirigée par un conseil d'administration composé d'élus et de membres du personnel.

Moyens humains et matériels, besoins

Le dispensaire se finance par les consultations dont le tarif est insuffisant pour pourvoir à ses besoins. Il s'efforce de couvrir au mieux les soins nécessaires aux 6 villages.

Les cliniques privées sont trop chères et devoir aller à Ramallah prend beaucoup de temps: 15 km seulement, mais avec des contournements à cause des check points, barrages mobiles...

Le personnel: une infirmière et un secrétaire comptable, un généraliste, un dentiste et un laborantin. Seuls les deux premiers sont salariés. Le cabinet dentaire est ouvert tous les jours de 16 heures à 22 heures (sauf le vendredi, jour férié), il est bien équipé en appareils, mais il manque de produits indispensables, dont les anesthésiants.

La gynécologue qui intervenait un jour par quinzaine n'a pas repris le travail après la naissance de son enfant, notamment en raison du manque d'équipement adéquat (absence d'échographe).



Le docteur Bedran, médecin généraliste
Photo: Anne Paq / activestills.org



*Docteur Farouk, consultation dentaire
Photo : Anne Paq / activestills.org*

Le laborantin vient tous les deux jours.

Les soins sont dispensés à des tarifs très bas : les consultations avec un médecin généraliste ou le dentiste coûtent à peine le tiers du tarif appliqué à Ramallah.

Les médecins touchent 75% de ce prix réduit - ce qui les oblige à travailler le matin dans d'autres structures médicales - et 25% du montant de la consultation vont au dispensaire.

Les médicaments, trop coûteux pour la population, sont délivrés par le dispensaire à un prix plancher bien inférieur à celui auquel il les achète. Quand celui-ci a un peu d'argent d'avance, il achète des médicaments à la pharmacie du village.

Tout ce personnel fait preuve d'un dévouement immense, pour que les habitants puissent continuer à être soignés sur place et permettre au dispensaire de continuer à fonctionner. Il arrive que le directeur de la structure achète de sa poche des produits indispensables. Il a cependant de grandes difficultés à payer les salaires de l'infirmière et du secrétaire comptable

Le dispensaire manque de matériel de première nécessité . Afin de pouvoir dispenser des soins plus poussés, le personnel souhaite pouvoir bénéficier des appareils indispensables

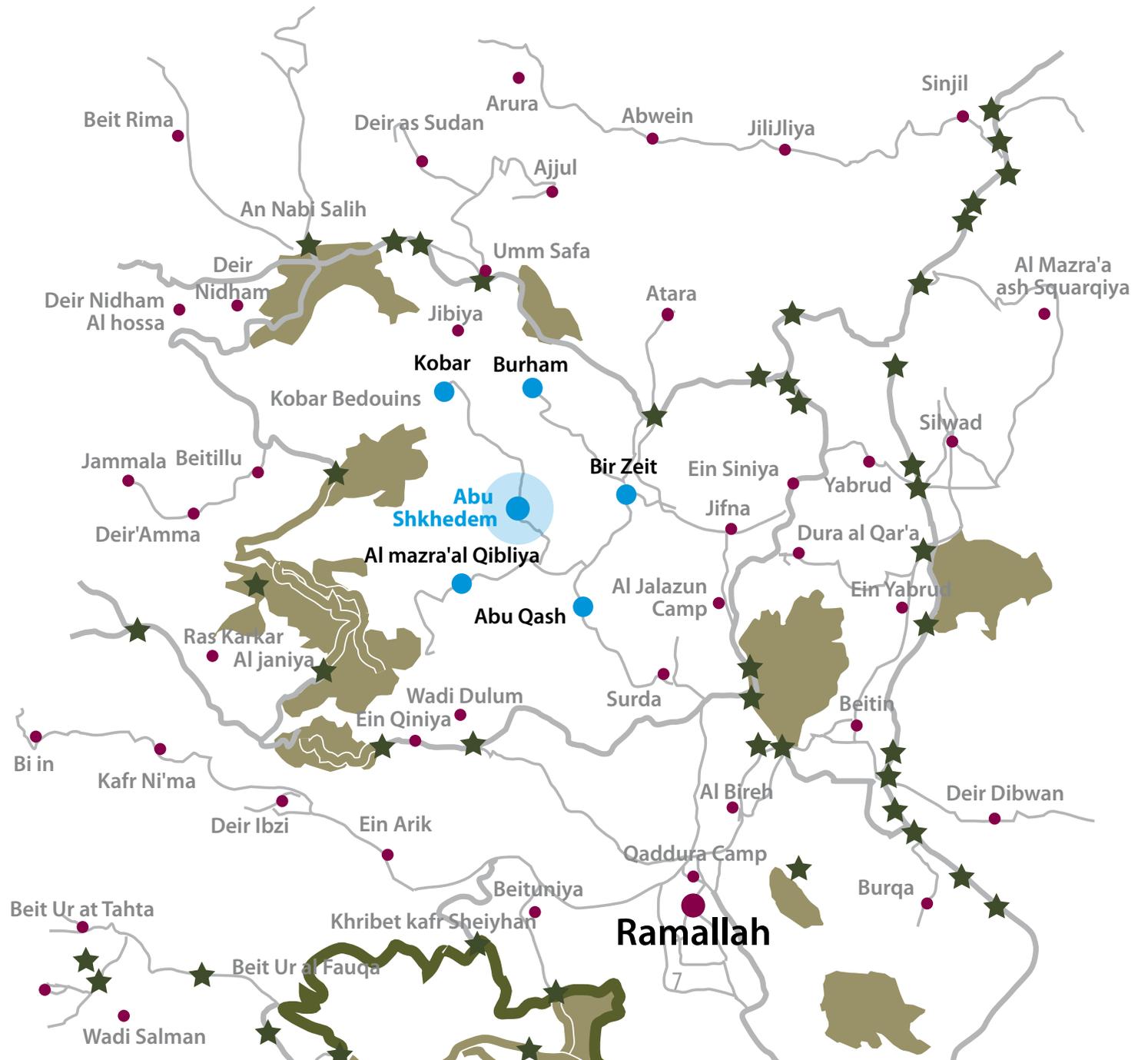
pour pratiquer les échographies ou les électrocardiogrammes. Ceci permettrait notamment aux femmes enceintes d'être suivies médicalement sans avoir à se déplacer jusqu'à Ramallah.

Le dispensaire a reçu le soutien de l'ONG CARE, mais le projet de cet organisme est arrivé à terme, et c'est pourquoi il s'est tourné vers l'AFPS nationale qui en a informé ses groupes locaux. L'UNRWA a également fourni un peu de médicaments, mais ils n'étaient pas appropriés aux besoins locaux.

Le dispensaire est indépendant et ne reçoit aucune aide, ni de l'Autorité palestinienne, ni d'associations étrangères, mis à part quelques dons ponctuels.

Important à savoir : que nous ne pouvons faire parvenir ni médicaments, ni équipements directement au dispensaire car les autorités israéliennes ne permettent pas leur acheminement dans les territoires palestiniens. Tout doit être acheté sur place.

- Villages desservis par le dispensaire
- Routes
- Routes interdites aux Palestiniens
- Mur
- ★ Obstacles à la circulation (barrages, grilles, rochers, check-point...)
- Colonies israéliennes



Une première visite sur place



*Le docteur Farouk en consultation
Photo: Anne Paq / activestills.org*

Compte tenu des premières données reçues, une délégation de trois membres de notre association s'est rendue sur place au printemps 2010 pour prendre contact avec le personnel et les représentants du dispensaire, tisser les liens humains indispensables pour une action de qualité, et pour compléter les informations dont nous disposions.

Elle a pu constater que l'accueil des patients se faisait dans de bonnes conditions tant au niveau de la qualité que de l'implication du personnel, et que les locaux, mis à disposition par la commune, étaient corrects bien que l'équipement (à l'exception du cabinet dentaire) soit succinct. Elle a constaté également l'implication des élus.

Elle s'est informée des pathologies les plus courantes: diarrhées mais aussi déshydratations infantiles, maladies pulmonaires, diabète, santé dentaire ainsi que les accidents du travail qui concernent les agriculteurs principalement.

À la suite de l'ensemble de ces informations, l'AFPS Alès-Cévennes a décidé de soutenir le dispensaire



*2010, Abu Shkhedem ,
première rencontre à avec la délégation
de l'AFPS Alès-Cévennes*

Un projet humanitaire

Les objectifs

Il s'agit de créer un partenariat entre le dispensaire d'Abu Shkhedem d'une part, et l'AFPS d'autre part, accompagnée d'un groupe de professionnels de la santé dans le but de :

- soutenir le dispensaire financièrement par des récoltes de fonds auprès de la population locale (Alès – Cévennes) pour l'essentiel.
- encourager les échanges de savoirs sur la prévention des maladies et accidents du travail, sur la santé et le bien-être mère - enfant, et des personnes âgées. Cela en fixant les priorités nécessaires, et en travaillant les conditions de la transmission / communication auprès de la population. Il s'agit donc bien d'œuvrer dans le sens de la santé publique locale.

Dans un premier temps les échanges se feront par internet, puis au moyen de missions sur place : accueil en France de deux personnes mandatées par le dispensaire et envoi de membres de l'AFPS Alès-Cévennes à Abu Shkhedem durant la première année.

Ces missions ne seront pas réservées aux "spécialistes" médicaux mais seront ouvertes aussi aux militants, donateurs, et aux personnes qui souhaitent s'engager dans le projet et/ou

découvrir la Palestine à partir de ce partenariat.

Une lettre régulière sera publiée par l'AFPS Alès-Cévennes pour informer les donateurs et ceux qui soutiennent le projet. Nous souhaitons que la population d'Abu Shkhedem et des communes desservies par le dispensaire soit informée et invitée à prendre sa place dans ce projet.

- sensibiliser, informer la population, pour créer des liens de solidarité entre la région où nous nous impliquons ici et la Palestine, et pour faire respecter le droit de ce peuple qui ne peut subvenir à ses propres besoins du fait de l'occupation.

Les résultats attendus

- Parvenir à fournir au dispensaire l'aide la plus régulière possible, destinée à l'achat des produits et équipements de base indispensables.
- Contribuer à diminuer les maladies et accidents du travail, grâce à la prévention et l'hygiène de vie.

La réflexion sur la notion de bien-être ne manquera pas de faire apparaître les profondes contraintes vécues par la société palestinienne, mais permettra aussi de faire connaître



*L'infirmière Hiba Shreith prend la tension d'une patiente.
Photo : Anne Paq / activestills.org*

comment elle fait quotidiennement face à cette situation : nous avons à apprendre d'elle. !

- Favoriser et simplifier les échanges entre personnes ressources et citoyens, des deux côtés.
- Bâtir dans notre région un projet solidaire avec un peuple qui a besoin moralement et matériellement que des citoyens internationaux soient à ses côtés de manière visible.
- Grâce à une action ancrée localement, agir contre l'indifférence ou l'ignorance, voire la peur, qui prévalent si souvent lorsqu'il n'existe pas de contacts de proximité ou clairement identifiés avec ceux qui se trouvent en grande difficulté.
- Défendre un droit fondamental : celui à la santé et au bien être, inscrit dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948.

Photo : Anne Paq / activestills.org



Fonctionnement de l'AFPS Alès-Cévennes

L'Association France-Palestine Solidarité (AFPS) Alès-Cévennes est une association selon la loi 1901, avec un Bureau de quatre personnes et un Conseil d'Administration de quatorze membres.

Celui-ci se réunit une fois par mois. Tout membre de l'association peut y assister. C'est dans cette instance que la plupart des décisions sont prises.

S'y ajoutent des groupes de travail.

L'association organise au moins deux conférences-débats par an, souvent en partenariat. (Amis du Monde Diplomatique, Confédération Paysanne, ONG palestiniennes, représentants des mouvements pour la paix israéliens, Union juive française pour la Paix, librairie Sauramps...).

Elle a créé avec le Cinéma les Arcades d'Alès, depuis 2009, une "Semaine Ciné-Palestine" qui se déroule la dernière semaine de novembre : des projections accompagnées de débats, avec la participation d'invités, une exposition, un stand de livres (en partenariat avec La Marseillaise, Les Amis du Monde diplomatique, Radio Grille Ouverte, la F.S.U., le Planning Familial, la librairie Sauramps).

Elle est présente dans de nombreuses manifestations locales et régionales (dans les débats, les projections de films, fêtes solidaires, festivals de films).

Les membres tiennent fréquemment et le plus régulièrement possible, dans différentes localités (Alès et Cévennes), des stands avec vente d'huile d'olive et de produits palestiniens, des documents d'information et de formation.

Le projet de soutien au dispensaire d'Abu Shkhedem y suscite un intérêt particulier.

Elle présente une exposition de photos réalisées par les enfants du camp de réfugiés palestiniens d'Al Aroub, avec l'association palestinienne "Les enfants, le jeu et l'éducation (E.J.E.)".

Chaque commune intéressée peut l'accueillir en créant à cette occasion différents événements autour de la Palestine

Bien sûr, l'AFPS Alès-Cévennes participe aux campagnes nationales de l'AFPS, et régionales.



Nos moyens pour cette action



La délégation alésienne s'informe des besoins du cabinet dentaire

Ce sont tout d'abord des moyens humains : le bénévolat des membres de l'association, et des professionnels de santé et/ou d'autres personnes qui souhaiteraient s'associer au projet.

La collecte de fonds : sur les stands que nous tenons régulièrement dans différentes localités, ou occasionnellement dans les diverses manifestations ; organisation spécifique d'un événement, avec rencontre, film, repas solidaire, ouverture d'une souscription...

Recherche d'élus intéressés par un jumelage/parrainage.

Diffusion régulière de l'information sur cette action

Demandes de subventions auprès de Fondations et du Conseil général du Gard.
Recherche d'autres financeurs.

Pour mener à bien ce projet de soutien et solidarité avec le dispensaire rural d'Abu Shkhedem, nous avons besoin de vous.

Vous pouvez nous aider par votre implication personnelle et vos compétences, mais aussi par vos dons*. Tous les dons, aussi petits soient-ils, sont utiles et contribueront à la réussite du projet.

Les dons sont déductibles des impôts à hauteur de 66%

**voir le dépliant.*

Annexe

Le système de santé en Palestine et le dispensaire d'Abu Shkhedem

Il y a en Palestine un ministère de la santé, des hôpitaux d'État, un suivi très sérieux, des médecins bien formés et un personnel médical dévoué.

Des infrastructures modernes en général, plus des hôpitaux privés et une industrie pharmaceutique locale (qui a beaucoup souffert de l'occupation).

Quand la réoccupation de la Cisjordanie a imposé un bouclage complet dès 2001, il était impossible aux habitants de se déplacer pour se faire soigner et les hôpitaux étaient souvent bloqués par les forces israéliennes.

Alors nombre d'ONG palestiniennes (comme le Health Work Committee - HWC - ou le Palestine Relief Society /Union Palestinian Medical Relief Committee – PRS/UMPRC-) et internationales comme Care, Médecins du Monde, MSF et différents organismes caritatifs se sont mises au travail, pour pallier les béances dans la couverture de santé dues à l'occupation.

Les dépenses ont été décuplées par cette occupation : blessés, handicapés, malades

chroniques, femmes enceintes, etc... et santé mentale, point majeur pour une population jeune traumatisée par la violence de l'occupation (sans parler de la dégradation massive du niveau de vie et de l'incapacité de se soigner quand on peine à nourrir sa famille).

Ce sont surtout ces ONG qui assurent le travail de prévention et de vaccination par exemple dans les campagnes, avec des cliniques mobiles. Elles travaillent aussi sur la prévention des violences familiales, le planning familial..

C'est dans ce cadre d'occupation militaire que le dispensaire a été créé, grâce à la détermination de Falah Mahmoud Falah, laborantin à l'hôpital Sheikh Zayed à Ramallah (hôpital privé créé par ce sheikh pour porter assistance aux blessés de l'Intifada et devenu un hôpital généraliste depuis), avec l'aide généreuse d'une adhérente de l'AFps, à un moment où il était impossible de se déplacer pour aller à Ramallah. Ce qui a duré longtemps.

Les services du dispensaire (soins généraux, obstétricaux et dentaires) quasi gratuits, ont permis que la population d'Abu Shkhedem et des villages environnants ait accès aux soins alors que la vie était pratiquement arrêtée.

Le lien s'est fait avec des hôpitaux de Ramallah, puisque ce sont des médecins de Ramallah qui sont venus assurer les soins.

Si une situation normale de non occupation était rétablie, on pourrait à terme se dire que ce dispensaire a joué son rôle et que les malades peuvent aller à l'hôpital d'État de Ramallah. Mais il n'en est rien et nous savons aussi l'importance des soins de proximité pour les personnes âgées ou fragiles.

Je crois que ce rôle là durera longtemps.

Claude Léostic

Vice-présidente de l'AFPS
Représentante de l'association en Palestine
de 2001 à 2003

